

ANTOINE KERNEN

LES STRATÉGIES CHINOISES EN AFRIQUE : DU PÉTROLE AUX BASSINES EN PLASTIQUE

CET ARTICLE ABORDE LA QUESTION DU RENFORCEMENT DES LIENS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES ENTRE LA CHINE ET L'AFRIQUE. IL TENTE DE PRENDRE LE CONTRE-PIED D'UNE LITTÉRATURE DOMINÉE PAR DES INTERNATIONALISTES, QUI POSENT UNE APPROCHE TRÈS CLASSIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES, CENTRÉE EXCLUSIVEMENT SUR LES RELATIONS INTERÉTATIQUES. ON PROPOSE ICI D'ÉLARGIR LA PERCEPTION « DES STRATÉGIES CHINOISES EN AFRIQUE » EN S'INTÉRESSANT AU DÉVELOPPEMENT DE MULTIPLES RÉSEAUX COMMERCIAUX NOURRIS PAR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE CHINOISE ET DONNANT NAISSANCE À D'INNOMBRABLES ACTIVITÉS COMMERCIALES DE DIMENSIONS TRÈS DIVERSES. LES ACTEURS QUI Y PARTICIPENT BÉNÉFICIENT, POUR LES PLUS IMPORTANTS D'ENTRE EUX, D'UN CERTAIN SOUTIEN DE L'ÉTAT, MAIS À L'ÉVIDENCE LEURS ACTIONS NE S'INSCRIVENT PAS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE CHINOISE À L'ÉGARD DE L'AFRIQUE.

La troisième conférence ministérielle du Forum sur la coopération Chine Afrique (Focca) qui s'est tenue à Pékin du 3 au 5 novembre 2006 s'est terminée sans surprise sur une déclaration finale bon enfant, exhortant au renforcement des liens économiques, politiques et de coopération. « En ce nouveau siècle, la Chine et les pays africains auront à resserrer leur amitié traditionnelle et à élargir leur coopération mutuellement avantageuse pour réaliser leur développement partagé et leur prospérité commune¹. » Plus concrètement, la Chine promet de doubler le montant de son aide à l'Afrique d'ici 2009, ainsi que

1. « Déclaration du Sommet de Beijing du Focca », 4 novembre 2006, consultable en ligne sur le site du Forum, <<http://french.focacsummit.org/focacsummit/>>.



d'accorder 5 milliards de crédits préférentiels. De leur côté, les dirigeants africains « réaffirment leur attachement au principe de l'unicité de la Chine et apportent leur soutien à la réunification pacifique de celle-ci². » Ensemble ils plaident pour « le multilatéralisme et la démocratie dans les relations internationales » et pour un approfondissement de « la coopération mutuellement avantageuse³ ». La lecture de cette littérature fleurie est sans surprise. L'événement se voulait toutefois d'une importance « historique » aux dires de la presse chinoise. Cette réunion de 41 chefs d'État ou de gouvernement africains et de délégations de 48 pays africains, une première depuis l'instauration de la République populaire de Chine (RPC), a de la peine à étonner l'observateur.

Le Focca se présente comme une structure de collaboration égalitaire entre des pays ayant tous subi les affres du colonialisme, et veut s'inscrire dans la continuité de l'esprit de Bandung, à la base du mouvement des non-alignés⁴. Plus pragmatiquement, cette nouvelle institution est fondée sur l'intérêt bien compris de chacun. Elle se construit autour de l'aide de la Chine et du développement des échanges commerciaux sino-africains qui ont effectivement bondi, passant de 10,6 milliards de dollars en 2000 à plus de 39,74 milliards de dollars en 2005 (on les estime à plus de 50 milliards pour 2006⁵). En quelques années, la Chine est devenue le troisième partenaire commercial du continent derrière les États-Unis et la France, passant devant le Royaume-Uni. L'Afrique représente toutefois une part très limitée du commerce extérieur de la Chine (1,8 % en 2005⁶). En raison du déséquilibre évident entre les pays membres, le Focca est généralement perçu comme tout entier au service de la nouvelle politique économique africaine de Pékin. Et c'est effectivement la Chine qui a invité ses nouveaux partenaires commerciaux à venir passer quelques jours à Pékin.

Toutefois, la place que prend la Chine en Afrique ne se limite pas à cette seule dimension économique : le Focca n'est pas seulement un forum économique, il remplit des objectifs politiques pour la Chine qui exerce pour l'instant une domination sans partage sur ce nouveau forum diplomatique.

Au-delà du Focca par ailleurs, on peut élargir encore la perception de l'action africaine de la Chine, qui est trop souvent lue au travers d'une approche classique des relations internationales, centrée exclusivement sur les relations interétatiques. Or la spécificité de la présence chinoise en Afrique réside aussi dans la multiplicité des acteurs et des dynamiques en présence. Autant que les succès diplomatiques chinois, il faut prendre en compte le développement de multiples réseaux commerciaux nourris par la croissance économique chinoise et donnant naissance à d'innombrables activités de dimensions très diverses⁷.

LE FOCCA ET LA NOUVELLE POLITIQUE AFRICAINE

DE LA CHINE

Durant les deux premières décennies des réformes, la Chine n'a pas porté beaucoup attention à l'Afrique⁸. Le premier voyage de Jiang Zemin en 1996, qui fut suivi de la création du Focca deux ans plus tard, a ainsi marqué un tournant important dans la politique africaine chinoise. Depuis lors elle n'a cessé de gagner en visibilité.

La Chine aime à inscrire ses relations diplomatiques et sa coopération avec l'Afrique aux origines de la République populaire. Elle souligne d'abord son soutien dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme. Le point d'ancrage incontournable est la Conférence de Bandung en 1955, à la base du mouvement des non-alignés. Outre son engagement diplomatique, la Chine revient aussi longuement sur les différents projets conduits dans le domaine agricole (mise en place de système d'irrigation, construction de fermes, aide alimentaire), technologique, des infrastructures, de l'éducation et de la santé. Elle insiste, évidemment, sur sa générosité quand, bien qu'étant alors un pays pauvre et peu influent, elle a soutenu le mieux possible les pays africains. Dans cette vision idyllique de l'histoire de la coopération chinoise, on rappelle quelques projets phares que sont l'aide alimentaire à la Guinée au lendemain de son indépendance, l'envoi d'équipes médicales ou l'engagement humain des « volontaires » dans la construction du chemin de fer Tazara⁹. Cette

2. *China Daily*, 6 novembre 2006, p. 1.

3. « Déclaration du Sommet de Beijing du Focca », doc. cit. : « Approfondir la coopération mutuellement avantageuse, en étendre les champs d'action, encourager et intensifier les échanges commerciaux et les investissements croisés, explorer de nouveaux modes de coopération, donner la priorité à la coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'infrastructure, de l'industrie, de la pêche, de l'informatique, de la santé publique et de la formation du personnel, en valorisant, dans l'intérêt des peuples chinois et africains, la complémentarité basée sur leurs atouts respectifs. »

4. Hu Jintao y a encore fait allusion à l'ouverture du Sommet de Beijing du Focca en novembre 2006.

5. Il s'agit d'une estimation extrapolée à partir du chiffre des 9 premiers mois de 2006 : 40,56 milliards de dollars. Voir *China Daily*, 3 novembre 2006, p. 1.

6. Données du China-Africa Business Council (CABC), < www.cabc.org.cn/english/index.asp >.

7. Me trouvant dans la phase initiale d'un nouveau projet de recherche, je tiens à souligner ici que cet article ne fait qu'élaborer quelques hypothèses fondées essentiellement sur des sources secondaires. C'est tout particulièrement vrai en ce qui concerne les terrains africains qui me sont moins familiers que la Chine. Il s'agit donc avant tout de poser certains jalons d'une recherche en cours, pas de présenter les résultats d'une enquête déjà achevée.

8. Zhao Ziyang, alors Premier secrétaire du Parti, avait toutefois fait un voyage en Afrique durant les années 1980.

9. Il existe des dizaines d'articles rendant compte de cette histoire officielle. La meilleure synthèse officielle est sans doute Yuan Wu, *China and Africa 1956-2006*, Beijing, China Intercontinental Press, 2006, p. 24 et suiv.



ligne de 976 kilomètres devait permettre de contourner l'embargo imposé par l'Afrique du Sud et la Rhodésie à la Zambie en la reliant au port tanzanien de Dar-es-Salaam. Pékin rappelle dans sa littérature de propagande que les 50 000 « experts » chinois ayant participé au projet bénéficiaient des mêmes conditions de travail que les locaux¹⁰.

La Chine, aujourd'hui comme hier, veut marquer sa différence. Elle se place en héritière des luttes anticoloniales et anti-impérialistes, et souligne la spécificité de sa coopération¹¹. À cet égard, le voyage de Zhou Enlai en Afrique en 1964, marqué par l'énoncé des « huit principes de la politique africaine », joue encore le rôle de point de référence dans le discours chinois¹². Pékin insiste aujourd'hui essentiellement sur les deux premiers points de cette déclaration, à savoir que l'aide chinoise est basée sur un principe d'égalité et de bénéfices mutuels, et que la Chine, respectant strictement la souveraineté des États, ne pose aucune conditionnalité à son aide.

Le discours officiel pékinois sur l'amitié sino-africaine agace chercheurs, journalistes et diplomates occidentaux, et nombres d'articles s'évertuent à démontrer une évidence : derrière ce discours, il y a des intérêts économiques. Il est donc de bon ton dans les rédactions ou lors des dîners d'ambassade de se gloser de ce retour très calculé de l'afro-asiatisme dans la politique étrangère chinoise.

On murmure aussi que les dirigeants africains sont sensibles aux fastes et au décorum de Pékin. La fête qui célébrait l'amitié entre la Chine et l'Afrique et les 50 ans de la coopération chinoise avec le continent, fin novembre 2006 à Pékin, était effectivement grandiose. Le slogan du forum, « Amitié, coopération, paix et développement », était affiché partout sur les murs de la capitale en français, anglais et chinois. Dans les rues touristiques, les commerçants ont été obligés de placarder l'affiche officielle du Forum. Ailleurs d'immenses banderoles de paysages africains où les pyramides côtoyaient le Kilimandjaro agrémenté de zèbres, d'éléphants, de lions et de flamants roses, recouvraient les palissades des nombreux chantiers de la capitale. Sous cette Afrique de carte postale, les mots « Mystères et miracles d'Afrique » interrogeaient le passant. Rien n'a été laissé au hasard dans cette vaste opération de relations publiques : la plus grande rue commerçante de la capitale s'est mise aux couleurs de l'Afrique et a accueilli des concerts de musique et de danses « traditionnelles » africaines, et la place Tiananmen a été recouverte de pots de fleurs, un honneur réservé à la fête nationale. Pour limiter les embouteillages récurrents et faciliter le passage des très nombreux convois officiels, le trafic a été réduit de 40 % et certaines voies réservées. La sécurité a aussi été renforcée. 800 000 « volontaires » ont patrouillé, un brassard rouge au bras – généralement des retraités, recrutés par les comités de quartier – et se sont prêtés au jeu pour toucher

quelques dizaines de yuans en fin de semaine. Et pour éviter toutes fausses notes, les journalistes ont été parqués dans un magnifique centre de presse, à distance respectable de l'événement alors que l'ordre du jour de la conférence limitait drastiquement les possibilités de rencontres et d'entretiens. De toute manière, la presse n'était pas là pour couvrir le Forum, mais pour découvrir et parler de la Chine. On a fait visiter les sites des Jeux olympiques en construction aux journalistes, on les a familiarisés à l'artisanat chinois ou à certains aspects de la vie quotidienne, tout en les couvrant de petites attentions. Et comme la presse chinoise n'avait pas non plus grand-chose à se mettre sous la dent, elle a fait des interviews des journalistes africains présents, les a suivis sur les sites des JO, au restaurant, au marché et à l'opéra de Pékin¹³.

Mais la contribution des médias chinois à l'événement ne s'est pas limitée à cela. Ils ont été mobilisés depuis plusieurs mois pour le préparer : interviews des ambassadeurs africains en Chine, historique des relations Chine-Afrique, analyses sur l'importance de cette relation, récits de coopérants, de casques bleus ayant séjourné en Afrique, le tout agrémenté par des reportages animaliers et touristiques, présentant les coutumes et les danses de « tribus » africaines en costumes traditionnels. Et il est vrai que les Chinois agissent avec doigté. Ayant appris sans doute que Robert Mugabe avait quelques problèmes de relations publiques, Pékin lui a offert de pleines pages dans les quotidiens nationaux où il a pu s'étendre à loisir sur l'amitié sino-africaine.

La Chine est un hôte très accueillant avec ses amis et l'on peut aisément comprendre que certains dirigeants africains y soient sensibles, d'autant qu'au Focca, on ne parle de démocratie que dans le cadre des relations internationales, alors que la bonne gouvernance relève des affaires intérieures des États.

10. Je reprends le terme utilisé dans la littérature officielle chinoise. Mais il ne s'agit sans doute pas que d'« experts ».

11. J. Monson, « Defending the People's railway in the era of liberalization : Tazara in Southern Tanzania », *Africa*, vol. 76, n° 1, 2006 ; aussi D. Brautigam, *Chinese Aid and African Development*, New York, St Martin's Press, 1998 ; S. Gillespie, *South-South Transfer : a Study of Sino-African Exchanges*, Londres, Routledge, 2001 ; R. Marchal « Chine-Afrique : une histoire ancienne », *Africultures*, n° 66, 2006 ; P. Snow, « China and Africa : consensus and camouflage », in T. Robinson and D. Shambaugh (eds), *Chinese Foreign Policy : Theory and Practice*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

12. Ministry of Foreign Affairs, People's Republic of China, « Premier Zhou Enlai's Three Tours of Asian and African Countries », 17 novembre 2000 < www.fmprc.gov.cn/eng/ziliao/ > (Events and Issues) ; Ministry of Commerce, People's Republic of China, Department of Foreign Aid, « zhongyao zhineng » (« principes importants »), 5 janvier 2007, < <http://yws.mofcom.gov.cn> > ; site officiel du gouvernement chinois, « China's African Policy », 12 janvier 2006, < www.gov.cn/misc/ >.

13. Voir les éditions du *China Daily*, du *Renmin Ribao* (le Quotidien du Peuple) et du *Beijing Ribao* (le Quotidien de Pékin), notamment les 4, 5 et 6 novembre 2006.



La Chine, qui subit d'une manière aussi récurrente que ritualisée les remontrances occidentales sur les droits humains, sait éviter les sujets qui fâchent. Dès lors, c'est sereinement qu'on a pu discuter affaires à l'écart des grandes salles de conférences du Palais du Peuple¹⁴. Il faut le noter aussi, le Forum a été suivi par une série de « visites d'État » des Présidents africains présents les plus influents ou utiles à la politique étrangère chinoise. Le Focca, malgré sa très belle mise en scène, n'est pas une plate-forme de négociation capable de supplanter la diplomatie bilatérale¹⁵.

On lit aussi que les dirigeants africains trouvent des avantages personnels dans leur coopération avec Pékin¹⁶. Il est vrai que les exemples ne manquent pas, mais ils restent très allusifs. Jean-Christophe Servant cite toutefois le cas de l'Angola où une partie des deux milliards de dollars de crédit accordés à Luanda par une banque publique chinoise a été détournée au profit de la propagande gouvernementale en vue des élections générales initialement prévues pour 2006¹⁷. Mais tout cela a un petit air de déjà vu. Les africanistes ont depuis longtemps montré que cette « corruption » s'inscrivait dans un mode de « gouvernementalité » de l'État en Afrique¹⁸. Les Chinois apprennent d'autant plus vite que ce monde ne leur est pas étranger. La transition chinoise s'est en effet construite grâce à une généralisation des chevauchements entre positions de pouvoir et positions d'accumulation permettant aux anciennes élites de se maintenir en place tout en se transformant¹⁹. Les codes diffèrent toutefois et déroutent parfois les entrepreneurs chinois en Afrique. Leurs sites Internet et leurs forums de discussion, qui détaillent au gré de moult anecdotes le « comment faire des affaires en Afrique », sont à cet égard une mine d'information²⁰.

L'engouement des dirigeants africains pour la Chine ne peut toutefois se résumer à ces deux éléments, certes non dénués de pertinence. Postulant qu'ils ne sont pas que mondains et seulement guidés par la recherche d'un profit personnel, on peut poser l'hypothèse que le partenariat avec Pékin s'inscrit dans une stratégie pensée et réfléchie.

LES STRATÉGIES CHINOISES DES DIRIGEANTS AFRICAINS

En mobilisant « l'esprit de Bandung », Pékin rappelle non seulement les épopées héroïques et fraternelles de ses projets de développement, mais aussi le fait que la Chine était alors un pays pauvre et en développement. Face à un Occident et à des organisations internationales qui ne croient plus guère au développement de l'Afrique et se limitent à rendre supportable le non développement en luttant contre la pauvreté, le « modèle de développement chinois » a un certain attrait auprès des dirigeants africains. C'est ce que

suggère le discours du président nigérian Obasanjo à l'occasion de la visite de son homologue chinois : « Quand vous allez sur la Lune, nous ne voulons pas être laissés derrière, nous voulons être avec vous²¹ ». Et le journaliste sénégalais Adama Gaye ne dit pas autre chose. Pour lui, l'Afrique a tout à gagner à s'inspirer du modèle chinois²².

Cette nouvelle recette de développement est matérialisée dans la croissance chinoise et en Afrique par des projets qui, sans être financièrement très importants, ont le mérite d'exister et d'avoir une très forte visibilité en raison du penchant de Pékin pour les constructions de bâtiments officiels et les infrastructures. Les dirigeants africains ont-ils tort d'espérer que le miracle chinois ne fasse recette chez eux ? Alors que l'ensemble des dirigeants de la planète fantasme sur le marché chinois pour relancer leur économie, les dirigeants africains – rien de plus banal – ont eux aussi leurs rêves chinois.

Ne font-ils pas simplement preuve de réalisme en prenant acte de l'émergence de la Chine ? L'action chinoise en Afrique serait une *realpolitik* – mais les États africains ne sont pas en reste, et chacun a compris sur le continent que le petit jeu des rentes diplomatiques entre la Chine et Taiwan n'est plus d'actualité. À partir de la fin des années 1990, Pékin a pris avec succès le contre-pied des tentatives de Taiwan pour rompre son isolement en s'achetant la reconnaissance diplomatique de pays en manque de devises²³. Il n'est plus

14. *China Daily*, 6 novembre 2006, p. 1.

15. Voir les éditions du *China Daily*, du *Renmin Ribao* et du *Beijing Ribao*, les 7, 8 et 9 novembre 2006.

16. Je recours ici à une simplification pour faciliter l'énonciation du propos, mais suis bien entendu conscient de la diversité de l'Afrique et de ses dirigeants... Je rendrai compte par la suite de la pluralité du continent à travers des études de cas dans ma recherche.

17. J.-C. Servant, « La Chine à l'assaut du marché africain », *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

18. J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

19. A. Kernen, *La Chine vers l'économie de marché*, Paris, Karthala, 2004.

20. Voir par exemple < www.feizhou.gov.cn > ou < www.cye.com.cn >.

21. A. Garcia, « La boulimie pétrolière de Hu Jintao », 27 avril 2006, < www.rfi.fr >.

22. A. Gaye, *Chine-Afrique : le dragon et l'autruche*, Paris, L'Harmattan, 2006.

23. Taiwan a mis en place au court des années 1980 une politique octroyant une aide généreuse aux pays qui acceptaient de maintenir ou d'installer une ambassade à Taipei. Ses efforts se sont concentrés sur les pays du Sud, avec quelque succès en Afrique : entre 1989 et 1997, le Liberia, le Lesotho, la Guinée-Bissau, la République centrafricaine, le Niger, le Burkina Faso, la Gambie, le Sénégal, São Tomé et le Tchad ont reconnu Taiwan. La contre-offensive de la RPC a débuté en 1994, et Taiwan n'est aujourd'hui plus reconnu que par le Burkina Faso, la Gambie, le Malawi, São Tomé et le Swaziland. Sur ce thème, voir I. Taylor « Taiwan's foreign policy and Africa : the limitations of dollar diplomacy », *Journal of Contemporary China*, vol. 11, n° 30, 2002, p. 125-140 ; C. Alden et G. Shelton, « Camarades, parias et hommes d'affaires », *Politique africaine*, n° 76, décembre 1999, p. 18-29 ; Jiang Chung-lian, « Pékin et Taïpeh : les enjeux africains », *Géopolitique africaine*, n° 10, 2003, p. 239-254 ; Zhang Hongming, « La politique africaine de la Chine », Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire, 2000.



possible de négliger la montée en puissance de l'économie chinoise. Reste donc à s'aménager les meilleures relations possibles avec Pékin. C'est vrai pour l'Afrique comme pour le reste du monde. Rien de plus réaliste donc de penser que le Focca créé par la Chine puisse avoir cette fonction.

Jusqu'à ce jour, et sans avoir besoin de faire grand-chose, l'émergence de la Chine a été globalement plutôt favorable à l'Afrique. Les prix des matières premières, portés par la demande, sont en hausse alors que ceux des produits manufacturés importés sont en baisse. Pour l'ensemble du continent, le bilan de ces échanges est pour l'instant favorable à l'Afrique avec des exportations d'une valeur de 21 milliards de dollars²⁴. Certes, les industries africaines subissent et subiront encore la concurrence des produits chinois. C'est particulièrement le cas pour l'Afrique du Sud, la seule véritable puissance économique et industrielle en Afrique subsaharienne, qui subit une très forte concurrence des produits manufacturés chinois. Elle aurait ainsi perdu 85 000 emplois durant ces dernières années, notamment dans l'industrie textile²⁵. Les réductions douanières qu'elle a réussi à négocier avec la Chine à l'occasion du Focca vont-elles permettre de rééquilibrer cette relation ? Les promesses de la Chine d'octroyer davantage de projets de développement et de prêts préférentiels tout en favorisant le développement du tourisme chinois en Afrique ne seront sans doute pas suffisantes pour équilibrer une partie économiquement très inégale. Dans de nombreux pays africains, la vente de matières premières n'arrive plus à compenser l'accroissement rapide des importations et le déséquilibre commercial avec la Chine se creuse²⁶.

Rares sont les commerçants ou entrepreneurs africains qui ont su tirer parti de cette nouvelle donne, même si on peut relever quelques contre-exemples ici ou là. Les commerçants du continent sont certes nombreux à venir se fournir en marchandises en Chine²⁷, mais force est de constater que ceux que l'on rencontre sur les marchés de Canton ou à Hong-Kong restent des agents très « subalternes de la mondialisation²⁸ ». La foire aux produits africains organisée à Pékin durant le sommet et regroupant 170 entreprises de 23 pays du continent tend aussi à confirmer cette impression²⁹. En dehors des matières premières, la place des produits africains sur le marché chinois reste très limitée. Seule la Chine semble maîtriser toutes les cartes de cette nouvelle collaboration. Il serait toutefois utile d'en savoir plus sur les 18 000 universitaires africains formés en Chine depuis les années 1950. Pour avoir séjourné plus de cinq ans dans ce pays, ils en parlent parfaitement la langue, et comme ils ont dû faire preuve d'inventivité pour compléter des bourses d'étude très insuffisantes, ils sont familiers de son fonctionnement. Quel rôle jouent-ils aujourd'hui ? Un rôle d'intermédiaire dans ces nouveaux rapports entre la Chine et l'Afrique ? Aucune étude spécifique n'a été faite sur ce groupe d'individus³⁰.

Face à cette nouvelle situation, les populations africaines sont ambivalentes. Souvent, on m'a parlé du plaisir de pouvoir s'habiller moins cher³¹, et l'on relève les stades ou les centres de congrès « offerts » par la Chine³². Toutefois, la question de la concurrence « déloyale » des produits chinois ou des commerçants chinois apparaît de plus en plus dans la presse³³. Les projets de développement n'apportent guère de travail aux Africains, puisque la main-d'œuvre vient directement de Chine – c'est le recours à cette force de travail très bon marché qui rend ces entreprises très compétitives. Même si les travailleurs chinois doivent travailler dur, longtemps et sans protection sociale, ce ne sont pas néanmoins des « prisonniers³⁴ ». Historiquement certes, certaines entreprises de construction chinoises étaient rattachées à l'armée, mais elles ont progressivement pris leur autonomie et ont pour la plupart été privatisées il y a une dizaine d'années³⁵. N'oublions pas que les entreprises chinoises du bâtiment sont aussi très actives à Hong-Kong, en Asie et en Europe centrale et orientale, et qu'en Chine même, le boom de la construction constitue un bon terrain d'exercice. Le fonctionnement de ces entreprises est assez bien connu : elles font appel à des travailleurs venant des campagnes ou des zones marginales³⁶. Il semble bien qu'une partie des travailleurs chinois envoyés

24. Pour un montant total des échanges de 39,74 milliards de dollars (chiffre de 2005).

25. *Africa Confidential*, 3 novembre 2006, vol. 47, n° 22, p. 7.

26. *Ibid.*, p. 6-8.

27. P. Nivelles, « La ruée vers Canton des commerçants africains », *Libération*, 3 novembre 2006.

28. L'expression est de R. Marchal, « Comment être semblable tout en étant différent ? Les relations entre la Chine et l'Afrique » in R. Marchal (dir.), *Afrique-Asie : échanges inégaux et globalisation subalterne*, Bangkok, Paris, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, Les Indes savantes, 2005.

29. *China Daily*, 7 novembre 2006, p. 2 ; *Beijing Ribao*, 7 novembre 2006, p. 11.

30. Le travail de Sandra Gillespie est centré sur le moment du séjour en Chine. Voir S. Gillespie, « Voices of African students in China », communication à la conférence internationale « China-Africa Links », 10-11 novembre 2006, Hong Kong University of Science and Technology.

31. C'est une affirmation très régulière de mes étudiants africains à l'Institut universitaire d'études du développement. J'ai pu aussi vérifier l'existence d'un tel discours à Maputo à l'été 2005.

32. Voir par exemple H. Bangré, « Sénégal : pour ou contre les commerçants chinois ? », 13 août 2004, < www.afrikeco.com >.

33. O. Marsaud, « Les commerçants sénégalais se rebiffent », 29 novembre 2002, < www.afrikeco.com >; A. Mwarabu et Y. Issaka « Congo-Kinshasa : déploiement massif des commerçants asiatiques sur le marché kinois », *Le Potentiel*, Kinshasa, 21 novembre 2006, < <http://fr.allafrica.com/> >.

34. Cette rumeur a cours, sous une autre forme, à propos des activités productives des prisons chinoises. Mais le « Made in China » n'est pas « Made in laogai » (camps de rééducation par le travail). Même si l'on peut souhaiter une amélioration des conditions de détention en Chine, la production des prisons chinoises est évidemment négligeable dans la comptabilité nationale.

35. L. Kaiming, *An Investigative Report on a Case of Collective Labour Dispute*, Shenzhen, Institute of Contemporary Observation, 2005, chap. 3 et 4.

36. A. Kernen et J.-L. Rocca, « La réforme des entreprises publiques en Chine et sa gestion sociale : le cas de Shenyang et du Liaoning », *Les études du CERI*, n° 37, 1998, p. 1-35.



sur ces projets de construction choisit de ne pas rentrer au pays une fois son contrat terminé. Dès lors, l'aide au développement chinoise et plus généralement les entreprises de construction chinoise alimentent indirectement la migration chinoise en Afrique³⁷.

Le seul atout pour l'Afrique est que cette nouvelle relation n'a pas seulement des vertus commerciales pour la Chine. Sa dimension politique est tout aussi importante pour elle. Il n'y a pas si longtemps, après les événements de 1989, elle s'est sentie très isolée internationalement. Aujourd'hui encore elle entretient des relations parfois tendues avec Washington. En se faisant des amis, elle se construit une garde rapprochée qui pourra lui être utile dans les arènes politiques ou commerciales internationales. Dès lors, avec Drew Thompson, on peut se demander si la coopération Chine-Afrique n'est pas le résultat de la stratégie de Pékin de créer un environnement international favorable³⁸. Sa clientèle africaine saura lui être utile dans l'environnement multipolaire de l'après-Guerre froide. Et la Chine ne développe pas une politique étrangère extrêmement active seulement en Afrique, mais aussi en Asie du Sud-Est et avec l'Inde, où des acteurs ont plus de cartes en main dans les négociations commerciales. Ce nouveau forum diplomatique est donc riche d'enseignements pour comprendre la place que la Chine entend jouer dans les relations internationales et les partenaires sur lesquels elle compte s'appuyer. C'est en ces termes sans doute qu'il faut comprendre le nouvel engagement de la Chine pour le « multilatéralisme ». En regroupant le « Sud » derrière sa bannière, la Chine entend peser davantage dans les négociations internationales.

LES ENTREPRISES PÉTROLIÈRES CHINOISES

DANS LE NOUVEAU « GRAND JEU » AFRICAIN

Comme le « retour » de la Chine en Afrique date de 1996 et que l'année suivante, elle est devenue importatrice nette de pétrole, il est tentant d'établir un lien de cause à effet entre ces deux éléments. Ce sont les enjeux pétroliers qui ont suscité le plus grand nombre de travaux académiques et d'articles de presse. En schématisant, le propos est simple : grâce à une diplomatie sans scrupules qui distribue les projets de développement et les pots-de-vin en emballant le tout dans un discours afro-asiatique, la Chine vogue de succès en succès et réussit à évincer les anciennes puissances coloniales de leur « pré carré ». Les exemples récents ne manquent pas en Algérie, au Gabon, au Nigeria, en Angola, au Soudan, en Érythrée, au Congo-Brazzaville ou encore à Madagascar³⁹. Comment s'étonner de l'intérêt de la Chine, comme de celui des autres acteurs majeurs sur le continent, pour l'exploitation et le contrôle des ressources naturelles ? Pékin tente tout simplement de prendre part au

nouveau « Grand jeu » pour le contrôle du pétrole et des matières premières africaines.

Non sans raison, la critique est souvent assez sévère à l'égard de la stratégie pétrolière chinoise. Outre l'absence de soucis, somme toute prévisible, dans le domaine des droits humains, il est aussi question des conséquences écologiques et parfois politiques de sa présence en Afrique. Pékin se voit ainsi reprocher son soutien militaire et diplomatique au gouvernement de Khartoum, malgré ses violations répétées des droits humains, ou encore son appétit pour le bois africain, qui contribue à la déforestation⁴⁰. Ces faits sont avérés, mais on a parfois l'impression que la politique des autres grandes puissances est idéalisée pour mieux disqualifier la politique étrangère chinoise. Les Occidentaux en Afrique n'ont pas toujours été tout entier des exemples dans le domaine du développement, de la bonne gouvernance, de la démocratie et de la défense de l'environnement⁴¹, et la belle rhétorique onusienne actuelle a connu et connaît encore bien des inflexions au contact de la « réalité ». Peut-être la politique africaine chinoise caricature-t-elle par trop ce qui a été la politique des anciennes puissances coloniales en Afrique pour laisser indifférent ? Chris Alden rappelle à juste titre que ce n'est pas la Chine qui a inventé cette recette gagnante :

« Dans le cas français, Elf-Aquitaine, était une structure très politisée qui définissait même la politique africaine de la France pour des pays tels que le Gabon et l'Angola. Cette proximité, qui a toujours caractérisé la politique africaine de la France après les indépendances, se manifeste par la présence de hauts dirigeants de la compagnie pétrolière dans les cercles rapprochés de l'Élysée et la circulation d'élites politiques tel que Jean-Christophe Mitterrand entre les cercles politiques et d'affaires⁴². »

37. M. E. Ferreira, « China in Angola : we don't need no advice or another brick in the wall », communication au colloque « A "Chinese Scramble" ?, The politics of contemporary China-Africa relations », Cambridge, Sussex College, 12-13 juillet 2006.

38. D. Thompson, « Economic growth and soft power : China's Africa strategy », *China Brief*, vol. 4, n° 24, 7 décembre 2004.

39. Les références abondent sur ce thème. Voir par exemple J.-C. Servant, « La Chine à l'assaut du marché africain », art. cit. ; N. Pessina, « La malédiction du pétrole : le rôle de la Chine au Soudan », *Nouvelles*, n° 17, 2006.

40. P. Hugon, « Tournée chinoise en Afrique », < www.iris-france.org/expert-2006-01-19.php3 >.

41. Sur le sujet, voir par exemple A. Glaser et S. Smith, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005.

42. C. Alden et M. Davies, « Chinese multinational corporations in Africa », communication à la conférence internationale « China-African Links », 10-11 novembre 2006, Hong Kong University of Science and Technology.



Mais bien des observateurs ne sont pas aussi prudents qu'Alden, et la Banque mondiale elle-même s'insurge contre la politique chinoise de prêts aux pays les plus pauvres au moment où des négociations internationales ont conduit à réduire la dette⁴³.

Outre les articles généraux sur la politique pétrolière chinoise en Afrique, il existe quelques travaux monographiques⁴⁴. Bien documentés, ils évitent les jugements à l'emporte-pièce et mettent en lumière la manière dont la politique chinoise s'articule sur des amitiés, parfois anciennes, des luttes et des ambitions personnelles au sein de telle ou telle classe politique. Malgré leurs qualités néanmoins, ces analyses posent toutes comme une évidence le fait que le gouvernement et les entreprises pétrolières chinoises agissent comme une seule et même entité. Sans doute, au vu de l'importance stratégique de ces entreprises, entretiennent-elles des liens étroits avec le gouvernement chinois⁴⁵. Toutefois il n'est pas certain que les entreprises pétrolières chinoises ne fassent que répondre au diktat gouvernemental⁴⁶. On sait que les grands groupes industriels chinois jouissent d'une autonomie de plus en plus grande pour développer leurs stratégies propres et agissent de plus en plus comme des entreprises globales⁴⁷. Pourquoi les entreprises pétrolières chinoises seraient-elles différentes ? La réalité est probablement plus complexe, faite d'alliance avec d'autres groupes pétroliers, de prises de participation... Ian Taylor évoque rapidement cette idée, mais l'abandonne trop vite, en arguant de la nature de la propriété des trois principaux groupes pétroliers chinois :

« Les trois entreprises restent fondamentalement des entreprises d'État, bien que la CNPC et le Sinopec aient un *management* commercial distinct. Elle reste sous la supervision administrative du Bureau d'État pour le Pétrole et l'Industrie chimique nouvellement créé [...]. En conséquence, il est probable que ces compagnies fonctionnent en conformité avec les stratégies nationales de la Chine, concernant les ressources et la politique étrangère [...] ⁴⁸. »

Toutefois, le seul fait que la China Petrochemical Corporation (Sinopec), la China National Petroleum Corporation (CNPC) et la China National Offshore Oil Corporation (Cnooc) soient des entreprises publiques n'implique pas forcément un alignement complet de leurs stratégies sur la politique gouvernementale d'approvisionnement à long terme du pays. Avec beaucoup d'unanimité, les travaux sur les entreprises d'État en Chine le soulignent : une participation majoritaire ou totale de l'État n'exclut nullement une marge de manœuvre⁴⁹. Le désaccord entre ces deux littératures mériterait d'être clarifié. Proviend-il d'une mauvaise connaissance de ces travaux par les internationalistes spécialistes de la question ou d'une exceptionnalité du secteur pétrolier en Chine ?

Plus fondamentalement encore, focalisés sur la question pétrolière, ces travaux perdent souvent de vue les autres enjeux commerciaux liés à la présence chinoise en Afrique. Non sans raisons, Li Anshan souligne l'antériorité de l'intérêt de la Chine pour l'Afrique à la question pétrolière. Pour lui, le renouveau de la politique africaine chinoise est à relier aux transformations internes de la Chine depuis le début des années 1980⁵⁰.

LES PETITS COMMERÇANTS CHINOIS EN AFRIQUE

Sans doute la boulimie pétrolière est-elle un trait significatif majeur de la présence chinoise en Afrique aujourd'hui, mais des entreprises chinoises investissent ou commercent dans bien d'autres secteurs, sans attirer autant d'attention – et cela même dans des pays considérés comme peu utiles, sans ressources énergétiques ni minières, et que l'Occident tend à désertier. Plus que le secteur des matières premières, ce sont les multiples acteurs des secteurs de l'habillement, de l'électroménager, des transports, de la téléphonie ou de la construction qui font la nouveauté des relations Chine-Afrique. La présence de commerçants ou de produits chinois est devenu un fait banal. Dès lors, la visibilité de la présence chinoise en Afrique est aussi faite de petits commerçants, de restaurateurs... qui décident de partir s'installer en Afrique. La migration de commerçants chinois en Afrique se nourrit de la montée en puissance de ces secteurs d'exportation de l'économie chinoise. Bien

43. *Africa Confidential*, vol. 47, n° 22, 3 novembre 2006, p. 6-8.

44. S. Srinivasan, « Bang for barrel : who will get the most out of Sino-Nigerian relationship » ; D. Large, « China-Sudan relations : the politics of petroleum on the Nile » ; M. E. Ferreira, « China in Angola : we don't need no advice or another brick in the wall » ; R. Soares de Oliveira, « The geopolitics of Chinese oil investment in Africa », communications au colloque « A "Chinese Scramble" ? The politics of contemporary China-Africa relations », Cambridge, Sussex College, 12-13 juillet 2006.

45. E. Downs, « The Chinese energy security debate », *The China Quarterly*, n° 177, 2004, p. 22-41.

46. C'est ce que semble par exemple indiquer le mémoire de C. Delétraz sur les groupes pétroliers chinois, « Ressources énergétiques, réformes et processus d'internationalisation des entreprises d'État pétrolières en RPC », mémoire de licence, Université de Genève, HEC, 2006.

47. J.-F. Huchet et X. Richet, *Gouvernance, coopération et stratégie des firmes chinoises*, Paris, L'Harmattan, 2005.

48. I. Taylor, « Unpacking China's resource diplomacy in Africa », communication à la conférence internationale « China-African Links », 10-11 novembre 2006, Hong Kong University of Science and Technology, p. 6.

49. A. Kernén, *La Chine vers l'économie de marché*, op. cit.

50. L. Anshan, « Transformation of China's policy towards Africa », communication à la conférence internationale « China-African Links », 10-11 novembre 2006, Hong Kong University of Science and Technology.



davantage que par le haut, c'est par le bas que se construit cette présence. La diversification des modalités de l'irruption des entreprises chinoises sur le continent invalide le facteur monocausal énergétique et minier. Il n'y a pas une seule « stratégie chinoise » en Afrique, mais une variété de stratégies et de réseaux dont il faut rendre compte. La présence de près de 130 000 Chinois aujourd'hui sur le continent l'explique⁵¹.

Les réseaux commerciaux chinois en Afrique, malgré leur indéniable nouveauté, s'inscrivent dans une certaine historicité que la propagande nationale ne manque pas de rappeler. Dans un ouvrage richement illustré, distribué aux journalistes présents au forum Chine-Afrique de novembre 2006, Yuan Wu évoque l'amitié plus que millénaire entre la Chine et l'Afrique : les premiers contacts directs par voie terrestre remonteraient à la dynastie des Tang (618-907), et le développement de la navigation chinoise sous les Song (960-1279) a permis le développement du commerce entre les côtes de l'Afrique de l'Est et la Chine. La dynastie des Ming (1368-1644) aurait été « un âge d'or⁵² ». En 1415, le roi de Malin (situé dans l'actuel Kenya) fit ainsi présent d'une girafe à l'empereur de Chine. Selon cette histoire officielle des relations sino-africaines, ces contacts amicaux auraient été troublés à partir du xv^e siècle par l'arrivée des Européens...

L'ancienneté des relations n'est pas seulement rappelée dans cette relecture de l'histoire que propose la Chine aujourd'hui. Elle trouve aussi un écho dans les travaux d'historiens reconnus qui soulignent toutefois leur maintien durant le moment colonial⁵³. La présence européenne n'a pas remis en cause l'organisation du trafic maritime sur cette route des épices ; pendant longtemps, ils n'en seront qu'une composante⁵⁴. Cette thématique des réseaux commerçants chinois semble intéressante à plus d'un titre : d'abord parce que les historiens décrivent des réseaux « chinois » mais plus encore des réseaux familiaux, et régionaux ; ensuite parce qu'elle permet de questionner la relation à l'État des entreprises chinoises actives en Afrique. Ces deux thèmes trouvent un large écho dans la littérature sur la Chine contemporaine.

L'analyse contemporaine des migrations, qui s'est beaucoup renouvelée, souligne aujourd'hui la nécessité de ne plus considérer le migrant uniquement dans l'environnement de la société d'accueil mais aussi en fonction des liens qu'il conserve avec son pays d'origine. Cette approche permet de déconstruire la catégorisation par trop globalisante du migrant : ceux qui s'installent ailleurs ne sont pas tous égaux dans la migration. Les travaux sur les mouvements de population à l'intérieur de la Chine rendent aussi compte de cette évolution théorique et montrent comment les réseaux se structurent autour d'une appartenance familiale, d'un lieu d'origine (village, bourg, district). Les travaux sur la diaspora chinoise insistent, outre sur les appartenances régionales, sur

le moment du départ, les conditions du départ, le niveau socioprofessionnel... C'est le cas notamment d'une recherche sur l'émigration des Chinois du Nord-Est en France : l'arrivée récente de migrants de cette région de Chine doit être mise en lien avec les conditions économiques dans ces anciennes régions industrielles parmi les plus touchées par le chômage⁵⁵.

Dans le contexte africain aussi, il est nécessaire de déconstruire cette catégorie par trop globalisante de « Chinois en Afrique ». Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Pourquoi, quand et comment sont-ils arrivés sur le continent africain ? À ce jour, peu de recherches s'attachent à déconstruire la notion de « chinois » en Afrique. Il est vrai que l'approche des commerçants chinois en Afrique n'est pas forcément aisée : ceux-ci n'ont généralement que des notions très élémentaires de la langue de leur pays de résidence et s'expriment essentiellement en putonghua ou dans l'un des dialectes de Chine⁵⁶. Ce n'est sans doute pas un hasard si les recherches qui, à ma connaissance, ont tenté de différencier les Chinois d'Afrique ont été conduites par des personnes maîtrisant la langue chinoise. L'anthropologue Elisabeth Hsu a ainsi étudié les médecins chinois en Tanzanie⁵⁷. Son travail analyse avec finesse le lieu et les motivations au départ, le moment et l'âge à l'arrivée sur place. Elle a rencontré de nombreux retraités du secteur de la santé qu'elle étudiait⁵⁸. Le travail de Heidi Haugen et de Jørgen Carling sur les commerçants chinois au Cap-Vert est aussi fort instructif⁵⁹. Grâce à de nombreux entretiens, ils ont reconstruit l'histoire de cette petite communauté et ses modalités d'arrivée sur l'archipel. Ils distinguent deux principaux réseaux de commerçants chinois. Le premier est lié à la trajectoire un peu particulière d'un étudiant chinois de Lisbonne

51. *Africa Confidential*, 3 novembre 2006, vol. 47, n° 22, p. 6-8.

52. Y. Wu, *China and Africa 1956-2006...*, op. cit., p. 23.

53. D. Lombard, *Le Carrefour javanais. Essai historique d'histoire globale, t. II : Les réseaux asiatiques*, Paris, Éditions de l'Éhess, 1990.

54. M.-C. Bergère, *Le Mandarin et le comprador*, Paris, Hachette, 1998.

55. C. Cattelain, M. Lieber, C. Saillard et S. Ngugen, « Les déclassés du Nord : une nouvelle migration chinoise en France », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n° 3, 2005, p. 27-52.

56. Le putonghua, ou « langue commune », est la langue officielle de la République populaire de Chine depuis 1949, fondée sur le dialecte de la région de Pékin.

57. E. Hsu, « The medicine from China has rapid effects : Chinese medicine patients in Tanzania », in E. Hsu et E. Høg (eds), « Countervailing Creativity : Patient Agency in the Globalisation of Asian Medicines », *Anthropology and Medicine*, Special Issue, vol. 9, n° 3, 2002, p. 291-314.

58. L'âge officiel de la retraite est de 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes, mais de nombreuses personnes prennent des retraites anticipées.

59. H. Ø. Haugen et J. Carling, « On the edge of the Chinese diaspora : the surge of Baihuo business in an African city », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 28, n° 4, 2005, p. 639-662.



qui, après avoir été recalé à ses examens, a décidé de s'installer au Cap-Vert. Grâce à son aide, une cinquantaine de personnes liées à sa famille, originaires d'un village du Fujian, l'ont rejoint. Ce réseau familial et villageois n'a que peu de choses en commun avec celui du roi des casinos de Macao, Stanley Ho, qui développe un nouveau Las Vegas sur l'île pour la jet-set du continent.

Cette recherche sur le Cap-Vert illustre indirectement les relations très différenciées que les entrepreneurs chinois entretiennent avec l'État chinois : alors que les petits commerçants du Fujian n'entretiennent même pas de relations avec les représentants de l'État chinois sur place, rien de tel pour Stanley Ho qui, comme la plupart des *tycoons* de Hong-Kong et Macao, s'est fait coopter par Pékin. Son projet a pu compter sur les réseaux diplomatiques chinois sur l'archipel.

Le cas du Cap-Vert est extrême, tellement la distance est forte entre le milliardaire et les vendeurs de bassines en plastique du Fujian. Cette disparité des situations est pourtant bien documentée par la littérature sur la transition économique chinoise. J'ai montré ailleurs comment la privatisation dans une ville du Nord-Est de la Chine ne pouvait se comprendre sans analyser les relations à l'État des « nouveaux » entrepreneurs privés⁶⁰. La situation sociale de départ, ou encore l'entreprise mère dans le pays de départ, sont des variables essentielles permettant de catégoriser les différents types d'entrepreneurs chinois en Afrique. Pour certaines entreprises, il y a un lien évident entre coopération et présence sur les marchés africains. Une entreprise de turbines électriques d'Harbin, présente au Soudan, a par exemple été mandatée par la Chine dans le cadre d'un projet coopération⁶¹. D'autres entreprises importantes ont bénéficié du soutien d'organismes gouvernementaux mis en place pour favoriser les investissements en Afrique, mais elles restent peu nombreuses. Il ne faut pas surévaluer la force de ces organismes récents, sans grands pouvoirs ni ressources⁶². Les logiques économiques qui poussent les entreprises chinoises vers de « nouveaux » marchés, sont bien plus puissantes. Et la plupart des petites et moyennes entreprises opèrent seules, sans aucun soutien de l'État⁶³. C'est aussi le cas de cet ancien employé au chômage d'un grand magasin de la province côtière du Jiangsu, qui a décidé d'émigrer pour rejoindre un parent petit commerçant à Dakar. Après s'être familiarisé quelques mois avec son nouvel environnement, il a décidé de se mettre à son compte. Il est retourné en Chine pour mobiliser l'épargne de son entourage et acheter des habits, mais hélas pour lui, la première livraison a été un fiasco : les chemises achetées étaient de trop petite taille pour ses clients et les habits d'enfant se sont mal vendus. Il a fini par réussir et à devenir le « roi des tongs en plastique ». Très vite, nombre de ses compatriotes l'ont imité, réduisant drastiquement les marges et causant l'hostilité des commerçants locaux. Sun a alors adapté

sa stratégie en conséquence et opté pour les sandales massantes – là aussi, le succès a été immédiat. Aujourd’hui, il a une gamme très complète de sandales et fait un chiffre d’affaires annuel de 8 millions de yuans renminbi (environ un million d’euros)⁶⁴.

En focalisant l’attention sur différents acteurs de la relation Chine-Afrique, on peut complexifier l’image de la présence chinoise en Afrique et comprendre comment elle se décompose en une multitude de stratégies différentes ayant chacune des logiques propres. Ne croyons pas qu’en agissant de la sorte, on s’égare des enjeux fondamentaux : au contraire, on postule que c’est par ce biais que l’on peut en percevoir l’originalité. En effet, ce ne sont pas seulement quelques compagnies pétrolières chinoises qui vont changer la donne en Afrique, mais aussi ces multiples entreprises qui trouvent en Afrique un « marché facile d’accès étant donné la force principale des produits chinois : le prix⁶⁵ ». Dès lors, pour éclairer cette nouvelle situation, il faut élargir l’analyse à un plus grand nombre d’acteurs, sans pour autant exclure l’État et sa politique étrangère.

Pour l’instant, le Focca est un outil pour l’essentiel voué au service de la politique de puissance de la Chine en Afrique et dans le monde. En maîtrisant tous les rouages, la Chine est capable d’imposer son agenda, mais on peut toujours rêver que le Focca devienne autre chose. Pour que les États africains se l’approprient davantage et qu’il devienne un véritable lieu de négociation entre partenaires économiques, il faudrait toutefois que les dirigeants du continent arrivent mieux préparés et plus unis à ses réunions, en imposant par exemple la gestion de certains dossiers par l’Union africaine. Dans le cas contraire, la Chine continuera à servir son amitié condescendante, à imposer l’ordre du jour des discussions et à rédiger les déclarations finales, tout en négociant de façon bilatérale avec ces principaux partenaires.

Plus largement, il est important de comprendre la spécificité de la présence économique chinoise en Afrique, qui ne s’appuie pas seulement sur une diplomatie hyperactive soucieuse de sécuriser l’approvisionnement de la

60. A. Kernen, *La Chine vers l’économie de marché...*, *op. cit.*

61. Entretien avec M. Nie Yufu, chargé de la communication à la Harbin Electric Power, Harbin (RPC), 12 novembre 2006.

62. Entretien avec Yongqing Wang, China Africa Business Council, Pékin, 5 janvier 2007.

63. Entretien avec des responsables des entreprises privées Guanri et Lumijoy, Shenzhen, 27 décembre 2006.

64. *Wenhui bao* (Hong Kong), 26 novembre 2006, < www.wenweipo.com >.

65. Entretien avec M. Feng, directeur d’une entreprise privée basée à Shenzhen, active dans la téléphonie en Afrique, 11 novembre 2006.



Chine en matières premières, mais aussi sur un volet moins étatique, lié au développement économique du pays. Les analyses restent encore souvent prisonnières d'un schéma qui voudrait que le désengagement des anciennes puissances coloniales en Afrique, longtemps symbolisé par une certaine « Françafrique⁶⁶ » doive forcément être remplacé par un système identique qui serait la « Chinafrique ». Les stratégies chinoises sont multifformes et c'est ce qui fait l'originalité et la nouveauté de cette présence ■

Antoine Kernen
Université de Lausanne,
Institut universitaire d'études du développement, Genève

66. A. Glaser et S. Smith, *Comment la France a perdu l'Afrique*, op. cit.